

Aux
Assemblées Primaires
de France.

Suite du coup d'œil politique
sur
l'avenir de la France.

S'il ne se trouvait aucun Français qui eût le courage d'élever sa voix en faveur de la justice et de l'humanité, si la Nation toute entière rejetait le langage de la raison, la France serait un enfer qu'il faudrait fuir, et laisser les démons qui l'habitent se détruire d'eux mêmes.

Juillet 1795.

A Hambourg
chez B. G. Hoffmann.

Des Assemblées Primaires.

Les Assemblées Primaires sont les Organes de la Souveraineté du Peuple, ce sont elles qui doivent décider du sort de la France, en prononçant le vœu du Peuple, sur le Gouvernement qu'il voudra se donner, et sur la Constitution qu'il

choisira pour en être la bête. Il a à choisir entre la Constitution de 1791, et celle de 1793.

Il ne peut pas y avoir un Gouvernement légal sans une Constitution, pour fixer les Pouvoirs qui doivent se balancer, pour empêcher l'oppression. La Constitution doit être, ou Républicaine, ou Monarchique. Il faut bien peser le vrai caractère de la Nation et ses mœurs; l'étendue de son territoire et sa position topographique; ses moyens de subsistances et ses rapports avec ses voisins; le genre de son commerce et ses commu-

nications extérieures pour décider cette grande question.

Le Peuple Souverain avait nommé des Mandataires, qui de crimes en crimes l'ont précipité dans l'abyme de l'Anarchie. La famine, la guerre civile et la banqueroute ne peuvent être détournées, ou cesser, que par la réunion des esprits. La Révolution n'a encore produit que des factions et des calamités publiques; il est tems de la finir, et de profiter des victoires des Armes Françaises pour rendre la Paix à l'Europe et le bonheur à la France. Les Assemblées Primaires ont

seules le droit, et sont seules en état,
d'opérer ce grand ouvrage, en réparant
les erreurs, les excès et les crimes de
leurs mandataires.

De la Convention Nationale.

La Convention Nationale a perdu le droit d'être juge dans ce grand procès entre la raison et la frénésie, parce qu'elle est devenue partie. Elle s'est déclarée Républicaine, elle a pris l'engagement de donner au Peuple la Constitution de 1793, sans s'assurer si le Peuple la veut, sans débattre la grande question qui doit décider du choix entre la République, et la Monarchie.

Dans quel moment a-t-elle pris cet engagement? c'est sous le poignard des Assassins les 21 et 23 May. Certainement si avant cette époque l'opinion publique avait déjà prononcé sa sentence contre cette Constitution par les Journaux et par des Adresses, ce *Môle* informe doit être devenu encore plus en horreur, depuis que les Jacobins en ont fait le prétexte de leur insurrection et de leurs projets de massacre, de pillage et de tyrannie.

Cet engagement, dicté par la peur, était nul. Le devoir de la Convention était de présenter à la Nation les deux

Constitutions, et de les soumettre à une discussion froide et éclairée. Mais elle a craint, en se montrant impartiale, de passer pour Royaliste, et de donner cette prise contre elle à la faction hideuse qu'elle venait d'abattre. Cette crainte pusillanime lui donne à elle-même l'existence d'une faction.

Tous les Membres de la Convention ne sont pas des factieux. Il en est beaucoup qui, si la question avait été posée, y eussent apporté de la bonne foi et des lumières. Il en est beaucoup qui eussent pu prononcer à la tribune sans

frémir les noms de Roi et de Royauté.

Mais ceux qui ont les mains encore teintes du sang d'un Roi massacré sans formes judiciaires, ont craint que cette discussion n'amenât un retour sur sa condamnation illégale. Ils croient laver leur crime dans l'extinction de la Royauté. Voilà le vrai motif de l'établissement précipité de la République, sans que le Peuple soit consulté sur un choix, d'où dépend son salut, ou sa ruine.

C'est donc l'intérêt de deux ou trois cent personnes qui va être le mobile de cette grande décision, à moins que la

Nation ne reprenne son droit, et ne décide elle-même par ses Assemblées Primaires. Mais ces deux ou trois cent personnes ont une grande force, et dominant ceux qui n'ont pas le même intérêt, et qui n'opposent que l'inertie de la vertu à l'activité du crime.

Dès que la faction dominante de la Convention Nationale est entrée dans la carrière de la tyrannie, elle s'est entourée d'une grande puissance, soit dans son sein même, soit dans toutes les administrations. Le fameux Robespierre avait son frère dans la Convention.

Robert Lindet, Albitte, Pinet, etc. y ont leurs frères. Elle est devenue une Assemblée de Famille, par l'imbécillité, ou la corruption des électeurs et par les intrigues des tyrans — et le peuple croit être libre!

Tous ces hommes ont appelé autour d'eux leurs parents; ceux qu'on n'a pas pû faire nommer membres de la Convention, occupent les principaux Postes dans les Armées, dans les Tribunaux, dans les Administrations. Toutes les places sont accaparées par eux, comme elles l'étoient autrefois par les gens de

la Cour ; mais l'accaparement est encore plus complet, parceque l'Egalité permet à ces familles nouvelles d'exercer toutes les fonctions publiques et particulières, dont plusieurs au moins étoient interdites à la haute Noblesse, qui par préjugé étoit exclue de la Judicature, des Finances et du Commerce, ainsi que de l'état lucratif d'Entrepreneurs, Fournisseurs, Trésoriers.

A la vérité la chute des Jacobins a un peu diminué cette force, parce qu'elle a appelé le cri de la vengeance contre des monstres, comme les Maignet, le Bon, Javoque, Burie, Carpentier, d'Artigoite,

et autres, outre les coupables de la Con-
juration du 21 May. Cet épurement,
qui au reste n'est pas encore terminé,
n'a pas été assez complet. Il n'a pas
atteint des membres plus adroits, qui
ont tourné casaque au parti trop scan-
daleux des Jacobins, que la chute de
Robespierre a entraîné, et qu'ils ont
aidé eux mêmes à détruire. Mais ces
hommes coupables avec plus de réflexion
sont tout aussi dangereux.

Ce sont eux qui dominant toujours la
Convention, et celle-ci s'éloigne de
plus en plus de son bût, qui doit être le

bonheur du peuple, et s'acharne plus que jamais à l'établissement de la Démocratie Républicaine, dont elle éprouve depuis un an et demi tous les inconvénients et les dangers. L'avanture du 21 May ne la corrigera pas; la scène encore plus humiliante du 23, lorsque, par le conseil d'un imbecille, son président embrasse le député d'une canaille révoltée, n'est pas une leçon pour elle. Elle adule ce peuple qui la baffoue, qui est couvert du sang d'un de ses membres intéressant par son courage. Elle succède à la faction des Jacobins sous une autre forme.

On se demande pourquoi cet entêtement? Il est, ainsi que la plus-part des actes de cette étonnante révolution, l'effet de la peur. On ne peut trop répéter que les membres dominants ont voté la mort de l'infortuné Louis XVI, ils craignent la révision de ce jugement inique et barbare. Leur terreur les a fait participer aux crimes des Jacobins sous la Tyrannie de Robespierre.

Le 21 May, peu s'en est fallu qu'ils ne rentrâssent dans la carrière de sceleratesse et d'horreurs. Le seul Ferraud a montré un grand courage dont il a été la victime.

Tous les autres ont voté, en levant leurs chapeaux que la liberté auroit du tenir cloüés sur leur tête. Sans les mesures vigoureuses des comités, heureusement négligés par les atroces et imbécilles Jacobins, et de quelques membres braves qui se sont montrés à la tête de la force armée, la convention n'étoit plus qu'un repaire de monstres, et Paris devenu la Capitale de tous les crimes, eut été anéanti, ou par ces mêmes Jacobins, ou par les Armées et le Peuple des Provinces, qui seroient accourus pour les détruire dans ce repaire.

Ils ont encore une autre crainte tout aussi bien fondée. Il faut distinguer cette convention en deux parties très séparées. Comme Législateurs, ils sont inviolables, on peut rejeter les loix embrouillées, discordantes et inexécutables qu'ils ont portées, mais on ne peut pas les rechercher pour les avoir faites. L'incapacité n'est pas un crime.

Mais ils se sont attribué les fonctions du pouvoir exécutif, en se chargeant du gouvernement, et c'est-là que commence pour eux une responsabilité terrible. Car ils ont organisé la famine,

l'anarchie, la banqueroute. C'est là que cesse leur inviolabilité de Députés, c'est là qu'on s'ouvre le compte à rendre à ce peuple qu'ils ont entraîné dans tous les maux.

Ils doivent craindre qu'un gouvernement hors de la Convention, en faisant cesser toutes les fonctions qu'ils ont usurpées, ne les rende personnellement responsables. C'est ce qu'ils n'éviteront pas, même en s'attribuant le pouvoir exécutif, qui leur sera violemment arraché par cette démocratie, qu'ils regardent

comme leur egide, et qui dans peu deviendra leur fleau.

Ils ont beau s'entourer d'une force armée, qui va donner aux loix qu'ils porteront l'empreinte de la tyrannie. La puissance législative, executant elle-même le gouvernement d'après ses propres loix, ne peut inspirer à la Nation que le sentiment, ou la crainte de l'oppression. Cette même force armée sera employée contr'eux, si l'opinion publique réprouve leur constitution et leurs loix organiques précipitées.

C'est à quoi travailleront très activement toutes les factions, qui auront intérêt à abattre un fantôme de gouvernement, fondé par la volonté arbitraire de deux ou trois cent individus, entourés de satellites pour dicter des loix nées d'un jour.

Les anarchistes chercheront à ramener la confusion, parcequ'alors le sort de celui qui recueille sans sêmer est plus avantageux que le sort de celui qui sême sans recueillir, et il existe depuis la Révolution en France un Million d'êtres ferores, qui n'ont pas d'autre revenu que

la propriété d'autrui, pas d'autre bien que le massacre et le pillage.

Quand le gouvernement ne remplit pas la charge de pourvoir à la sûreté des personnes et des propriétés, l'ordre social n'existe plus, l'autorité n'est qu'incommode ou oppressive, la licence cherche et réussit à tout moment, à se dégager des entraves de la loi.

Quand on est barbare, on est bien près d'être sauvage. Un an de plus de règne à Robespierre, la Nation Française reculait de vingt siècles. Quel opprobre

pour cette belle Nation ! la barbarie des sauvages de l'Afrique et de l'Amérique est en quelque sorte excusable, étant le fruit de l'ignorance. Mais que penser d'un peuple, qui abuse de toutes les connaissances que trente siècles ont accumulées sur l'Europe, pour se plonger dans la barbarie la plus épouvantable ?

Mais la France est-elle entièrement quitte de cette dissolution sociale ? un peu plus de prévoyance de la part des Jacobins le 21 May l'y replongeait. Il est à remarquer que les tyrans, de quelque espèce qu'ils soyent, ou despotes, ou

populace, se persuadent toujours, ou au moins cherchent à persuader, que leur cruauté n'est que l'arme de la justice, et que celui qu'ils frappent est un coupable qu'ils punissent.

Robespierre et ceux qui ont anéanti la royauté, étaient pendant leur règne des *hommes vertueux*. Ceux qui les ont abattus sont à leur tour des *hommes vertueux*. S'ils succombent sous une nouvelle faction, elle sera composée d'hommes *plus vertueux* encore.

Rarement les disgraces des tyrans font cesser la tyrannie. Les successeurs de-

viennent tyrans à leur tour, pour ne pas avoir le sort de leurs prédecesseurs, et c'est précisément cette vaine précaution qui les y conduit. La loi punit lentement quand elle peut agir; mais dans l'anarchie, ou sous le pouvoir arbitraire, ce qui revient au même, lorsque la loi n'existe pas, ou quand elle est variable et sans force, ce n'est qu'après une longue suite de calamités que la tyrannie peut être abattue à moins qu'on ne mette une autorité majestueuse à sa place.

Il sera toujours aisé aux anarchistes d'avilir la Convention Nationale, en dé-

taillant les crimes de ses membres. Les libelles, les dénonciations, les satyres, les factions entraveront toute l'action du gouvernement qu'elle aura établi; il ne marchera d'ailleurs que par fluctuations et entatonnant, comme il fait, surtout en finances et en administration. Un tel gouvernement ne pourra pas résister à la *familiarité* de la démocratie, surtout si la convention, s'appuyant de ses lois éphémères, veut se donner de la dignité, qui sera taxée de Despotisme.

Pendant que les anarchistes attaqueront bruyamment la Convention et ses lois,

les royalistes, ayant perdu tout espoir de voir rétablir une autorité légale, qui puisse réunir en un centre toutes les volontés, sous le titre auguste de Roi, profiteront de toutes les erreurs de ces nouveaux despotes pour les perdre, et pour amener la guerre civile, qu'on peut dès lors regarder comme inévitable. Déjà les Vendéens ont repris les armes. Déjà le traité douteux, qui de part et d'autre n'a été conclû que pour *endormir*, est rompu.

Une circonstance très malheureuse va achever d'exaspérer ce parti royaliste, et

le parti constitutionnel, et peut finir par opérer leur réunion. L'enfant de la douleur vient de terminer sa triste carrière. C'est lorsque son malheur finit, que commence peut-être le malheur public. Vraisemblablement sa mort est naturelle, vraisemblablement il n'existe plus dans la Convention des comités où le crime se projette, s'ordonne, et s'exécute de sens froid.

Mais la coïncidence de l'époque de cette mort avec l'établissement d'un Gouvernement Républicain Démocratique, avec le rassemblement d'un grand nombre

de troupes de ligne à Paris, dont la Convention s'environne, la circonstance même de la mort du chirurgien Dessault, chargé de la cure de ce jeune Prince infortuné; tout se réunit pour ramasser contre la Convention la malveillance, et les accusations les plus fortes, et même les plus plausibles. Cependant cette mort ne fait que transférer les droits de ce malheureux enfant sur une tête plus mûre, et à l'abri des fureurs des assassins. C'est là ce qui justifie la Convention de ce crime, dont elle a dû calculer les conséquences.

Les républicains démocrates diront que le nouvel héritier du trône est émigré, et qu'il a porté les armes contre sa patrie. Mais les Girondistes ont aussi invoqué les secours d'une portion de la nation armée contre la Convention, ils ont été hors de la loi, ils ont été émigrés; ils siègent à present dans la Convention, et se montrent les ennemis les plus acharnés des émigrés. Mais les Vendéens et les Chouans ont combattu pendant dix huit mois contre la République, et la Convention a traité avec eux de puissance à puissance, et leur a accordé une paix avantageuse, qui les sépare de

la Nation, et en même tems leur laisse tous les droits des autres citoyens. Il est tems enfin de n'avoir pas deux poids et deux mesures pour des *délits* absolument semblables.

Il est tems de reconnaître que tout ce qui se passe en France depuis six ans n'est que le résultat de l'agitation de quantité de factions criminelles qui s'élèvent et s'abattent l'une après l'autre: que le premier bût, qui était la liberté, ayant été outre-passé, tout depuis lors a été exageration et excès: que la Révolution est à son dernier période, parce que la

France ne peut pas la supporter plus longtemps sans succomber : que l'atrocité n'est plus *à l'ordre du jour*, parcequ'il n'existe plus ni foyer de crimes, ni fabrique de monstres : qu'émigrés, aristocrates, démocrates, royalistes, constitutionnels, républicains, sont des français égarés, qui tous méconnaissent la patrie, et la déchirent par leurs haines et leurs violences : Qu'enfin, le seul point qui puisse réunir les esprits, en sacrifiant de chaque côté une portion de ses prétentions et de ses préjugés, c'est une monarchie constitutionnelle, qui bien plus efficacement

que la république, garantira la liberté
et la propriété, et fermera les playes
profondes de la france.

De la Constitution de 1793.

Ce serait à la Convention à donner l'exemple de l'esprit de conciliation, et à montrer des sentiments paternels pour tous les enfans de la patrie, au lieu d'in-
veterer et d'aigrir les haines par un esprit d'irreconciliabilité, qui tient toujours le peuple dans une fermentation barbare, dont elle-même a souvent éprouvé les funestes effets. La peur est encore le guide de cette conduite. Rien n'est plus

chancement lache que l'aveu d'un membre à la séance du 14 May. *Aucun de nous ne veut la rentrée des émigrés, car il n'est personne assez fou pour s'exposer à se faire couper le cou.*

Certainement, si après toutes les cruautés et les injustices commises par la démocratie triomphante, les émigrés à leur tour devenaient les maîtres, il serait à craindre qu'ils n'eussent de terribles vengeances à exercer, et personne ne pourrait se porter pour garant de leur moderation. Il faut donc éviter tout germe de guerre civile, et tout ce qui peut encore armer

les diverses factions qui déchirent l'état, et perpétuent les crimes et tous les fleaux. Que présente la Convention pour produire cet effet ? La Constitution de 1793.

Il est inutile d'en discuter séparément les articles, car aucun ne subsistera dans la reforme annoncée sous le nom de loix organiques, qui n'en qu'une *Escobarderie* pour faire disparaître cette constitution, en ayant l'air de la suivre.

Déjà la Convention Nationale avait prononcé, et les événements des cinq

premiers jours de Prairial, depuis le 20 jusqu'au 24 May, ont prouvé combien le peuple, excité par des perturbateurs, peut abuser de l'Article xxxvi. de la déclaration des droits, et combien *la sainte* insurrection est un fleau contre une société régie par des loix.

Si on sanctionne la Constitution de 1793, elle présentera, dans le laps de tems très court qu'elle pourra exister, plus d'un abus de l'article 34 du titre, *de la représentation nationale, sur les convocations extraordinaires des Assemblées Primaires.* Cet article passé en loi est

le moyen le plus efficace que puissent employer des désorganiseurs pour détruire cette constitution.

Le titre *de la formation des loix* est inexécutable, et les législateurs n'oseraient pas s'y exposer. Aucun des cinq articles qu'il renferme n'a été pratiqué, ni ne peut l'être, dans un empire aussi étendu, ni avec des esprits aussi légers et aussi inflammables,

Les seize articles du titre *du conseil exécutif* ne présentent que l'établissement de vingt quatre commis subalternes,

esclaves de l'Assemblée législative, qui retient à elle tout le pouvoir exécutif, sans se donner, ni le danger, ni la peine de son exercice. La réunion des deux pouvoirs dans le même corps y est légalement établie. C'est la fondation d'une aristocratie sénatoriale passée en loi. Pour abaisser encore ces commis esclaves, il est statué qu'ils doivent être renouvelés à chaque législature, qui ne doit durer qu'un an, ainsi ils doivent être toujours nouveaux, inexpérimentés, avides et serviles. Quelle confiance, quel respect peuvent inspirer de pareils gouvernants?

Le titre *des corps Administratifs et Municipaux* en sept articles est à refondre en entier, car il est nécessaire de débarasser la France de cette quantité d'offices publics, dont elle ne peut pas supporter l'énorme dépense. On sent bien que par ses loix organiques la Convention Nationale cherchera à simplifier l'administration, si elle a le courage (ce qui est douteux) de retrancher la quantité de soldes inutiles et ruineuses, dont ceux qui ont gouverné avant elle ont fait le sacrifice au peuple, pour le payer des excès qu'ils lui faisaient commettre pour fonder leur tyrannie.

Mais en changeant tous les titres et tous les articles de la Constitution de 1793, comme quelqu'un prétendrait conserver le même couteau, en changeant la lame et le manche, il est bien prouvé, que l'intention de la Convention Nationale est de conserver pour elle et ses successeurs le gouvernement, c'est à dire la réunion des deux pouvoirs. Si ce n'était pas là son projet, elle aurait le courage d'avouer, d'après l'opinion publique, et d'après celle de la majorité de ses membres, que cette Constitution est l'œuvre et l'appui de l'anarchie, et par conséquent ne conduit qu'à de perpétuelles

luttres entre des factions, qui tour à tour exercent une courte tyrannie.

Il est bien clair que la Convention Nationale a craint que, si elle articulait que la Constitution de 1793 est viciouse, la nation fatiguée de toutes ces compilations de loix ridicules, discordantes avec les vrais principes de l'humanité, de la justice et d'une sage liberté, ne lui ordonnât de cesser son travail, au moins inutile, et toujours rénaissant, pour adopter, et mettre en action la Constitution de 1791, à laquelle il faudra toujours revenir.

De la Liberté.

Pourquoi la France combat-elle depuis six ans? Pour la Liberté. Dès que les Etats Generaux ont été assemblés pour remedier aux abus d'un gouvernement vermonlu, qu'il a fallu reconstruire, quel a été le bût principal auquel toute la France a aspiré, et qu'elle a recommandé à ses mandataires d'établir? La Liberté. Quelle a été la cause, ou le prétexte, de tant de sang versé, de tant d'agitations, de con-

jurations, de crimes, de larmes, de calamités et de misère? La Liberté. Le peuple français a tout sacrifié pour acquérir la Liberté, il doit tout faire pour la conserver, parce qu'avec la Liberté il recouvrera tout ce qu'il a perdu, et c'est la forme du gouvernement qu'il va se donner qui la rendra solide, ou qui la détruira.

Mais pour qu'elle lui soit avantageuse, il faut qu'il la définisse et la circoncrive, et surtout qu'il ne la confonde pas avec la licence destructrice qui a pris sa place, et qui l'a couverte de playes et de chaines. Si la Liberté ne fait pas également le

bonheur et la sûreté de toutes les classes de la société, c'est une tyrannie déguisée.

Le bien public cesse d'être un bien, quand il ne fait que servir de prétexte à l'arbitraire de ceux qui gouvernent, à la variabilité des opinions des novateurs, quand tous les six mois il amène des changements dans les principes les plus opposés. On a tant abusé en France des mots *Bien Public et Liberté*, que les idées de la nation, égarée par de nombreux sophistes, qui se sont crus métaphysiciens, sont très confuses sur le véritable

sens de ces deux dénominations sublimes, qu'on a toujours dans la bouche, pendant qu'il n'existe réellement ni Liberté, ni Bien Public.

La Liberté existe dans tous les gouvernements, lorsqu'ils sont fondés sur le Bien Public. L'anarchie et le despotisme en sont les seuls ennemis, et tous les deux à la fois oppriment la France depuis la révolution. La Liberté n'exige pas l'égalité absolue, chimère qui ne peut exister, ni dans le monde moral, ni dans le monde physique. Le Bien Public ne comporte pas l'égalité des fortunes, des propriétés

et des rangs. Cette égalité serait le renversement de l'ordre social.

Tout état doit nécessairement être composé d'inférieurs et de supérieurs, de pauvres et de riches. Les premiers doivent travailler, les autres doivent ordonner, gouverner, encourager, protéger, défendre, instruire et salarier. Le Bien Public exige que les riches soutiennent les pauvres, et ne puissent jamais les opprimer. Dire que la nature rend les hommes égaux, c'est exprimer trop vaguement un principe vrai, mais inapplicable à l'homme qui ne vit pas dans

l'état de nature. C'est la loi qui établit l'égalité sociale. L'homme reste égal à l'homme par la loi et devant elle, quoique son inférieur dans le rôle qu'il joue sur le théâtre de la vie. L'infériorité n'avilit pas plus au moral qu'au physique.

Toute opinion exagérée sur la liberté produit la licence. Toute opinion erronée sur l'égalité détruit la propriété, et la propriété est la base sacrée de l'association des familles et des peuples. Tel a été le résultat de l'état convulsif et des exagérations de la Nation Française. Depuis long tems il n'y a plus de liberté que

pour le crime. Depuis long tems on fait à autrui ce qu'on ne voudroit pas qu'il nous fit. Les vols dans l'intérieur, les déprédations dans l'extérieur, les massacres, les condamnations illégales, les réquisitions tyranniques, voilà sur quoi roule le gouvernement populaire. Combien cet état d'avillissement et de calamité est éloigné de la Liberté et du Bien Public !

Des Mœurs.

C'est à la démocratie que les français peuvent attribuer tous leurs malheurs : tout gouvernement dont elle est la bête, est continuellement agité si est circonscrit dans un petit territoire, par conséquent on ne peut pas y trouver le bonheur. Si le gouvernement est appliqué à un grand peuple, riche et corrompu par le luxe et la multiplicité des jouissances, il produit des crimes atroces, parce que c'est l'envie

et l'avarice qui tiennent chez ce peuple la place du patriotisme et des vertus civiques. Tout homme riche est un aristocrate, un conspirateur; celui qui, après l'avoir abattu, jouit de sa dépouille, trouve bientôt à son tour dans les pauvres, des envieux qui le dénoncent, le massacrent, le dépouillent, et dansent sur son cadavre. C'est une succession non interrompue de délations, de proscriptions, de massacres et de vols.

La même tyrannie, que Robespierre et son digne comité exerçaient en grand sur la république, réagissait en petit avec

la même violence et les mêmes résultats dans les plus petites bourgades et jusques dans l'intérieur des familles. Marat, Robespierre et les autres monstres que les français ont adorés, *Panthéonisés* et ensuite honnis et abhorrés, ne sont pas des phénomènes, puisqu'ils trouvaient des Carrier et des le Bon, et que ceux-ci trouvaient des satellites. Le germe des vices et des crimes les plus odieux est dans la démocratie, telle que les Français l'ont admise, telle que la Convention veut l'établir comme bête de son gouvernement.

En France le peuple a la puissance législative, mais la populace a le pouvoir exécutif. Aucun code ne peut redresser cette marche absurde du gouvernement, tant que tout individu, sans distinction de classe, deviendra à vingt et un an citoyen actif, tant que l'homme qui n'a ni talents ni propriétés sera l'égal des vrais citoyens dans les Assemblées du peuple.

La Convention sent si bien qu'il faut restreindre les droits civiques, au moins pour ce qui regarde les délibérations populaires, les administrations et le gouver-

nement, qu'à la séance du premier Juin elle a applaudi à un de ses membres, qui a dit qu'il ne fallait en France que deux états, le commerçant et le cultivateur.

En adoptant comme principe cette phrase, on rentrerait dans la distinction des citoyens actifs, telle que l'avait très sagement établie l'Assemblée Constituante; les artisans, journaliers et tous les individus sans propriété jouiraient de tous les droits civiques d'une constitution fondée sur l'égalité et la liberté, mais étant privés du droit de suffrage, dont ils ne peuvent qu'abuser, ils ne pour-

raient ni jeter la confusion dans les travaux des législateurs, ni entraver l'action du gouvernement. Il n'y aurait plus de cause de désorganisation et d'anarchie, et les factieux auraient moins de pouvoir contre la loi et le gouvernement, étant privés du secours des suffrages turbulents de la populace.

Mais si la convention a pris à la lettre la phrase de Bourdon de l'Oise, si elle croit par le principe abolir toutes les distinctions sociales, niveler tous les individus de la France, et n'y reconnaître réellement que des commerçants et des

cultivateurs, elle a des idées bien étroites.

Peut-elle espérer réussir à tailler une aussi grande république sur un aussi petit modèle ?

Une population aussi immense doit nécessairement avoir plus de débouchés, tant pour exister, que pour s'occuper, afin que son activité ne tourne pas contre elle-même. Il faut des prêtres pour prêcher la morale publique adaptée aux différentes religions permises à un grand peuple. Il faut des chirurgiens et des médecins pour la santé de ce peuple. Il faut des hommes qui étudient et interprètent les

loix pour les expliquer aux citoyens, pour la défense de leurs propriétés, et l'assurance de leurs contracts sociaux. Il faut des instituteurs pour l'éducation publique. Il faut des artistes pour donner de la vigueur au commerce national. Il faut des riches pour exciter l'émulation des arts, et pour en payer les chefs d'œuvre.

Il faut une milice civile, ou intérieure, pour la sûreté des villes, des chemins, des forêts, pour arrêter et tenir en bride les voleurs, les indigents, les malfaiteurs. Il faut une armée de terre, toujours existante, pour garder les frontières et

les places fortes. Il faut une marine militaire pour appuyer la navigation du commerce.

Cette force armée, civile, ou de l'intérieur, militaire, ou de l'extérieur, terrestre et navale, doit nécessairement avoir une organisation fixe, des chefs permanents, ce qui donnera des généraux, des amiraux, des commandants de places, des officiers de tout grade.

Dans laquelle des deux classes rangera-t-on tous ces fonctionnaires publics, indispensables dans un grand empire? Les appellera-t-on cultivateurs? Les

nommera-t-on commerçants? Et tous les habitans des villes, qui, riches assés pour vivre de leur revenu, pour ne point cultiver, ni faire le commerce, vivent de leurs rentes, et donnent un débouché nécessaire à l'industrie et aux arts par leurs jouïssances et même par leur oisiveté, dans quelle classe les rangera-t-on, si on ne les anéantit pas aussi pour se partager leurs dépouilles?

Indépendamment de la nécessité de cette classification multipliée des citoyens, il existe un autre empêchement à cette simplification des états dans le caractère

moral de la nation. C'est dans les villes, dans Paris surtout, que la révolution s'est faite, c'est là qu'il faut étudier les mœurs, c'est de là qu'elles s'étendent dans tout l'empire, et influent surtout.

Le français a conservé dans la révolution toutes les nuances de son ancien caractère, seulement l'exaltation de ses passions a développé ses vices. Il est toujours impetueux, frivole, inconstant, aimant le luxe et les plaisirs, avide d'argent pour le dissiper, adorant un jour, brisant le lendemain son idole, facile à persuader, plus facile encore à

se dégouter, impatient sur des bagatelles,
insensible aux plus grandes calamités,
souriant du crime qu'il abhorre, obeïssant
aux hommes qu'il méprise, enfreignant
les loix qu'il respecte.

Ce peuple, quoique bon, a commis
toutes les barbaries; noble et genereux,
il s'est plongé dans le vol, les spoliations,
l'agiotage infame, les friponneries, l'amour
effrené des jeux de hazard, enfin dans
tous les excès de l'avarice; sensible et
humain, il est avide des spectacles les
plus sanglants, il a vû sans horreur tuer
un Roi, dont six mois avant il estimait

la bonté, des vieillards pleins de vertus, des femmes pleines de graces et de courage, des enfans qui devaient émouvoir les tigres mêmes.

Rempli de courage, et sachant braver la mort, il a rampé lachement dans le plus vil esclavage; plein de sagacité et d'esprit, il se laisse abuser grossièrement, il rit des sottises et de l'ignorance des hommes qui le trompent, l'affament, le ruinent, le corrompent, et le massacrent.

Plein de respect pour la religion, il a bravé la divinité, il a foulé aux pieds tous

les signes de son culte ; il affiche, en même tems, l'athéisme, l'idolatrie, le déïsme ; susceptible de l'amour et des sentiments paternels et filials, ils ne regarde plus même le mariage comme un contract social ; la fureur du divorce l'a saisi, l'union entre les deux sexes est devenue une espèce de contredanse, dans laquelle on change de *Partner* sans motif : aussi plus d'égards pour la vieillesse, plus de respect pour les morts ; il viole les tombeaux par avarice, il disperse au gré des vents les cendres de ses pères : Il se croit fort, lorsqu'il profane tous les objets de vénération, que tous les peuples, même ceux

que nous nommons sauvages, ont toujours respectés: Il se croit vertueux quand le fils, le père, la mère, le frère, la sœur, l'époux, l'ami livrent au glaive de la loi du moment, ou de la tyrannie, l'objet de leur tendresse, pour des opinions abstraites, malentendues, et sujettes à varier:

Né sensible et charitable, il voit avec indifférence la classe indigente périr par la plus affreuse famine, et il ne se prive ni d'un spectacle, ni d'un amusement frivole, ni d'un objet de luxe, ni d'un plaisir, presque toujours criminel, pour

sécourir la misère effrayante de son
soncitoyen, son égal & son frère.

Quiconque trouvera ce tableau moral
des français exagéré ne peut en faire le
reproche qu'à la Convention Nationale,
car il n'y a pas un trait qui n'ait été articulé
dans ses séances. Est-ce là l'état naturel
de la Nation? Non. C'est le fruit d'une
démocratie violente et anarchique qui
substitue la populace au peuple. Si cette
démocratie effrénée est sanctionnée par la
constitution, si elle devient la base du
gouvernement, c'en est fait, la France
est perdue au moral et au physique.

De la Religion.

La Religion doit être entièrement séparée de la Politique; le bût de ces deux moteurs est essentiellement different, souvent même contradictoire. Mais comme l'immortalité de l'ame et l'espoir des récompenses d'une autre vie sont des principes favorables à la société, parce qu'ils ajoutent au frein des loix une force morale qui en assure l'exécution, un état ne peut pas exister sans Religion, comme

une Religion ne peut pas exister sans culte, au moins socialement.

Toute Religion est intolérante, plus, ou moins. Pour assurer la tranquillité du gouvernement il ne faudrait qu'une Religion; pour assurer la liberté des peuples, il faut les admettre toutes. L'exclusion est le type du despotisme, l'admission générale est la preuve la plus réelle de la liberté.

Une Religion exclusive, même dominante, donne trop d'importance à ses ministres dans les affaires politiques. La

Constitution d'un peuple libre doit séparer entièrement le ciel de la terre, pour détruire l'influence des prêtres dans le gouvernement. Elle n'existe plus, dès que toutes les Religions sont admises également, et qu'aucune n'est dominante.

L'athéisme est tout aussi déraisonnable que la superstition, l'un et l'autre détruisent tous les liens de la société. L'athée ne peut aimer que soi, et rien après soi. Rien ne peut donc l'arrêter dans ses passions. Tous ses désirs sont concentrés dans le cercle étroit de sa vie.

Que lui importe sa patrie, sa famille, sa réputation? Persuadé qu'après la destruction de son individu phisique, rien n'existera de lui, ses dernières idées se perdent dans un néant éternel, il n'emporte ni regrêt de ses crimes, ni satisfaction de ses vertus.

Beaucoup d'hommes se livrent au Pirrhonisme, les uns par trop de legereté, les autres par trop de profondeur. Mais l'athée de bonne foi est très rare. C'est un être très malheureux, il est privé des deux plus grands biens de la vie, la consolation et l'espérance. Cependant on

prêche l'athéïsme, et l'on se croit athée, lorsqu'on n'est qu'ennemi des dogmes de la Religion de ses pères, pour pouvoir secouer le jong de la morale qu'elle enseigne.

Les Titans de la Convention Nationale ont voulu ébranler les cieux, en lançant contre la divinité les débris de la France. Ils ont commencé par anéantir les dogmes de la Religion pour ne plus payer son culte. Mais sentant ensuite que le frein moral était brisé, ils ont bâti un culte sans dogme, qu'ils ont regardé comme

un point de réunion nécessaire pour fixer l'opinion du peuple par ses organes.

Ils ont représenté la (Déesse) raison par une jeune fille qu'ils ont donné à adorer. Ils ont crû devoir substituer des signes phisiques aux signes mistérieux des Religions antiques. Leur délire impie, en mettant des catins sur les autels, les a rendus encore plus ridicules que les Egyptiens, qui y plaçaient des châts et des crocodiles. Aussi la majorité de la Nation voit elle avec indignation, ou au moins avec mépris, les niaiseries qui la ramènent à l'enfance du monde.

Les fêtes même qu'ils ont instituées ne présentent rien à l'imagination la plus fantastique, encore moins à l'esprit simple du peuple, qui ne peut pas être frappé par un culte métaphisique. Que peut-on se figurer pour se faire l'idée de la fête de la nature humaine? Est-ce le Priape des anciens, ou le Lingane des Indiens? Qu'est-ce que la fête de la modestie, de la gloire, de la frugalité, de l'amour, des différents ages de la vie, de l'infortune etc.? Tous ces titres de fêtes paraissent des *Toasts*, ou sautés, inventés dans une orgie patriotique.

Pour parvenir à abolir la Religion chrétienne, il a fallu aussi changer le calendrier qui fixait les principales époques de son culte. Ils ont composé un calendrier qui les sépare de toutes les nations de l'Europe, et qui gêne le commerce et toutes les transactions sociales, qui les lient malgré eux avec le reste de l'univers.

Ce nouveau calendrier n'est pas sans mérite, ses divisions sont très astronomiques, et séparent bien les saisons en douze mois égaux. Mais ils l'ont gâté par leurs cinq jours *Sansculotides*. Cette

dénomination vile et factieuse ne peut que perpétuer une époque de la révolution, dont la Nation aura honte dans dix ans.

Le rétablissement de la Religion chrétienne, qui a résisté à la plus absurde persecution, fera tomber ce calendrier, déjà attaqué par l'opinion publique, qui revenue des prestiges grossiers de ces charlatans, juge que la singularité n'est point nécessaire à la liberté, et qu'au contraire pour fonder un gouvernement et une constitution, il faut consulter le genie et les habitudes de son siècle.

Les Français ont orné la statue de la liberté des grelots et de la marotte de la folie. Il est à craindre, que la convention ne change bientôt son bonnet rouge en un bonnet verd, emblème de la banqueroute scandaleuse.

Des Finances.

C'est surtout par les Finances que périra la République démocratique, parce que c'est surtout dans cette partie la plus difficile de l'administration que paraît l'insuffisance et l'ineptie du gouvernement populaire. Dans tout état, quelque soit sa constitution, l'administration des Finances doit être publique. Toute Nation doit connaître ses charges, ses revenus et leur emploi. Mais le trésor

national doit toujours être sous la sauvegarde publique, entièrement hors des mains de ceux qui gouvernent, sans quoi il devient bientôt la proie des intrigants et l'arme de la tyrannie. Depuis la révolution on n'a jamais fait connaître aux français le véritable état des Finances.

Dans la séance du 17 May un député disait à la Convention: *Connaissés vous vos charges ordinaires et extraordinaires? Connaissés vous davantage vos revenus ordinaires et extraordinaires?*

Il n'y a que celà à dire à ces législateurs verbeux et incapables; qu'ont-ils

à répondre? Depuis six mois la tribune de la Convention est devenue la chaire du mensonge, où des rapporteurs infidèles dissimulaient les maux, et exagéraient les ressources. Depuis ce tems une vingtaine de charlatans y ont vanté leurs spécifiques, et démontré leur nullité.

L'un a renouvelé l'idée de la Dixme de Vauban, dont un reveur a pris le nom pour proposer un projet inexécutable, même sous le despotisme de Louis XIV, qui pouvait tout. La contribution en nature trop difficile, trop inégale, trop

minutieuse, sujette à toutes les extorsions des percepteurs, aux frais, aux déchêts et aux vols des enmagazinements. C'est la réquisition reproduite sous une forme plus légale, et par conséquent plus oppressive par sa continuité. Elle a eu lieu dans les tems anciens, parcequ'il n'y avait pas assés de numeraire pour la représenter et la suppléer, parce qu'alors aussi le cultivateur était le serf, l'homme de la glebe des prêtres et des nobles. La contribution foncière en nature est le chancre de l'agriculture, elle ne peut produire que le découragement, et éteindre

l'industrie en empêchant les améliorations et les défrichements.

Un autre a proposé la transfiguration des Assignats en Billet d'état. C'est papier pour papier, et comme a dit un membre, *nous serons donc toujours réduits à dévorer du papier !* Il aurait pû ajouter, *ou le papier nous dévorera.*

Un autre a crû faire disparaître les assignats en faisant décréter la vente des biens nationaux sur le pied des baux de 1790. Oh pour cette fois la pierre philosophale était trouvée. La convention

avait applaudi à ce coup de genie, et se croyait quitte de tous ses dangers. On faisait même d'une pierre deux coups, on précipitait la vente des biens des émigrés, et on diminuait la masse des fatals assignats. Au bout de quelques jours on a reconnu que ce décret était une des plus fortes ressources de l'agiotage, et un des plus sûrs moyens d'achever la banqueroute, et de completer la ruine de la nation, on a retiré le décret *d'enthousiasme*.

Deux ou trois fois la convention s'est extasiée sur la noble idée, de rendre

toute la France solidaire du soutien des assignats, dont l'empire entier serait devenu l'hypotèque. Cetté idée gigantesque est inexécutable. Non seulement elle ne peut pas empêcher la banqueroute, elle servirait au contraire à la précipiter.

On a mis les assignats sous la sauvegarde de la bonne foi nationale. C'est encore une dérision. Est-ce la bonne foi nationale qui a présidé à leur fabrication illimitée, à leur émission inconsidérée, à leur emploi désorganisateur ?

Lorsque la multiplication des assignats a dépassé la valeur de leur hypotèque,

toute nouvelle émission était un impôt sur le peuple; lui a-t-on demandé son consentement pour en émettre une plus grande quantité? a-t-il délibéré pour engager sciemment sa bonne foi pour l'hypothèque de ces milliards de papier, qui s'accumulent chaque mois? La Convention Nationale qui le représente a-t-elle scû elle-même ce que Cambon ordonnait au trésor national? Est-ce la bonne foi qui a fait disparaître le numéraire, qui a détruit le commerce, qui a épuisé l'agriculture.

Non. La bonne foi de la Nation n'a rien de commun avec le sort des assignats. La Nation n'est point responsable des crimes, des brigandages, de l'ineptie de ses infidèles représentants. Que deviendront les assignats ? Tout le monde l'ignore, mais on peut bien le prévoir. Ce qu'il y a de très sûr, c'est que personne en France, ni hors de France, ne confondra les propriétés foncières, ni le numéraire métallique avec un papier qu'on a pris à tâche de multiplier pour l'avilir. Cette magie est au-dessus des forces de la Convention. Le sort des assignats dépend de l'espèce de Constitution et de

gouvernement qui sera adoptée. Si elle est démocratique, la banqueroute est assurée, et le contrat social est dissous.

C'est là où les Jacobins ont voulu conduire la Nation. Le système de ces monstres, qui ont désorganisé la France, était d'émettre beaucoup d'assignats pour payer beaucoup de satellites, de réduire par de grands massacres la population à douze ou quinze millions d'ames, ensuite de partager les biens fonciers et mobiliers, et de laisser faire, ou même de déclarer la banqueroute des assignats, qui auraient

eû le même sort que les billets du Mississippi.

Voilà à quoi conduit la démocratie, qu'il faut bien distinguer de la souveraineté du peuple. Quand le peuple exerce tous les pouvoirs, bientôt la populace s'empare du gouvernement. Alors tout le monde veut retirer une solde, et personne ne peut mettre à la masse.

Pour satisfaire l'avidité de cette terrible populace, pour la gagner, et s'en servir, il faut créer une monnoye plus abondante, afin d'avoir de quoi la solder.

Le crime est plus cher que la vertu. Une fois la balance rompue entre le signe représentatif et sa valeur réelle, il se décredite, et finit par ne plus rien valoir du tout.

Le citoyen des villes, le cultivateur et le commerçant, pour qui, dit-on, la révolution est faite, mais contre qui elle est réellement dirigée, changent à regrêt leur numéraire, ou leurs denrées contre un signe avili par sa multiplicité. Ils sont obligés pour ne pas se ruiner de hausser leurs prix à proportion de la baisse de cette monoye. Alors il n'existe

plus de proportion entre les baux et les revenus, entre les prix de main d'œuvre, ou les journées de travail, et la denrée.

Outre une infinité d'autres inconvenients, il en existe encore un presque sans remede. Lorsque le signe numeraire est avili, le peuple ne peut plus payer les impositions. Lorsque les assignats perdent 80 p. 100, on ne peut pas exiger que l'homme taxé à mille livres d'imposition, paye cinq mille livres. Si cependant il ne paye que mille livres en assignats, l'état perd huit cent livres, et n'en reçoit réellement que deux cent.

Les membres du comité des Finances ont rendu compte de ce qu'il est dû douze cent millions d'arrérages sur les impositions, ils ont annoncé en même tems qu'ils espéraient en faite rentrer sept cent millions. Cela est impossible. Pour acquitter sept cent millions, il faudrait exiger des peuples plus de trois milliards et demi au taux des assignats, ce que le peuple ne pourrait, ni ne voudrait supporter. Si cependant le peuple ne payait les sept cent millions qu'au taux des assignats avilis, le gouvernement ne recevrait pas plus de deux cent millions, et en perdrait cinq cent.

Tel est le véritable état des Finances. La perception est nulle, ou illusoire. La dépense passe toute mesure. La plus value du pain pour la seule ville de Paris est une dépense de douze cent millions par an. La balance du commerce avec l'étranger passe six mille pour cent de perte. La différence du numeraire à l'assignat est d'un contre quarante.

C'est le gouvernement révolutionnaire qui a réduit les Finances à cet état désespérant, et ce sont les mêmes hommes qui a présent prétendent réparer tout le mal, en continuant les mêmes abus et les

mêmes injustices, et qui pour cela veulent conserver au moins six mois le pouvoir exécutif, qu'ils exerceront par des prête-noms, se croyant à l'abîs de toute responsabilité comme législateurs!

Ils'ont beau rejeter tout le tort sur ceux qu'ils ont abattus. La tyrannie de Robespierre n'est pas une excuse valable pour la Convention. Si ce corps a ignoré jusqu'à présent l'état de Finances, il a manqué au plus essentiel de ses devoirs, car il était le gardien des propriétés du peuple. S'il a connu l'abyme dans lequel le tyran précipitait la nation, il

aurait dû s'élever aussitôt contre lui, ou s'il n'avait pas la force de braver la mort, chaque membre devait protester et se retirer, pour ne pas sanctionner par ses décrets serviles la ruine de sa patrie.

Le mal est fait, et la Convention Nationale est incapable d'y remédier. Il n'y a qu'une Constitution Monarchique, et un gouvernement ferme, qui puissent sauver la Nation, qui doit enfin se ranger sous la dictature de la raison.

Un gouvernement ferme pourra seul diminuer les dépenses excessives, en

réformant l'énorme quantité d'individus salariés pour embarasser et pour nuire.

Il procurera la paix générale, ce qui réduira les dépenses folles de la guerre.

Il assurera la liberté et la propriété, par conséquent il fera renaitre l'agriculture.

Il éteindra les germes de guerre civile, en abattant toutes les factions. Il revivifiera le commerce; avec son appui les manufactures se releveront, les colonies se pacifieront, la navigation marchande se rétablira, le crédit renaitra.

Dans ce cas les assignats auront le sort des papiers-monnaie américains, après

avoir resté quelques années hors de la circulation, ils rehausseront peu à peu, à mesure que la France redeviendra florissante, et ils finiront par être au pair, lorsqu'elle aura pris toute la splendeur que peut donner une Constitution analogue au génie, et proportionnée à la population et à l'étendue territoriale de la France.

Une Constitution Monarchique peut seule garantir de la banqueroute, en remettant tout le monde à sa place, en rétablissant l'union et l'ordre. S'il est impossible de détourner ce fleau de dessus

la France, une Constitution monarchique peut seule en arrêter, et en diminuer les funestes effets, parce qu'elle tiendra en bride la populace au moment de l'explosion, qui sous une Constitution démocratique deviendra le signal des massacres, du pillage et du partage des terres, ressource qui reste toujours aux Jacobins pour réveiller le *Sansculotisme*, et reprendre l'empire criminel qu'ils ont si funestement exercé.

Du Commerce.

L'interruption du Commerce fait à une Nation une playe profonde, elle frappe même les generations futures; on se souvenait encore des maux qu'avait fait à la France la révocation de l'édit de Nantes, lorsque l'affreux Roberspierre, les Collot, les Carrier et autres monstres détruisaient Lyon, Bordeaux, Nantes, Marseille, le Havre, Rouën etc. Ils y ont

renversé le Commerce de fonds en comble, comme si la guerre, la famine, la disparition du numeraire; le discrédit des assignats n'eussent pas suffi pour ruiner la France. Quantité de négociants et de manufacturiers ont été s'établir à Constance, à Trieste, et dans toutes les places de Commerce de l'Europe, emportant leurs fonds et leur industrie.

Tant qu'une démocratie éffrénée sera la bâte d'une Constitution, tant que le gouvernement fondé sur cette Constitution orageuse trouvera en elle l'obstacle à sa marche, il n'est pas à esperer que cette

classe d'émigrés si précieuse vienne rebâtir des maisons incendiées, relever des manufactures renversées par les mêmes mains qu'elles faisaient vivre en les occupant. La plus part des ouvriers ont perdu le goût et l'habitude de travailler. Démoralisés par des monstres, qui ont cherché à leur ôter jusqu'au frein de la religion, soldés chèrement pour commettre des crimes, peut-on espérer de les faire retourner à leurs ateliers, à moins qu'un gouvernement vigoureux ne les remette par la force dans le chemin des vertus et du travail ?

Qui peut opérer cette conversion difficile avec une Constitution démocratique ? Sont ce les membres de la Convention, qui ont toujours flatté cette classe, et qui l'ont égarée, en lui inspirant des idées fausses et dangereuses sur la liberté et l'égalité ? De quel droit les mêmes hommes leur prêcheraient-ils à présent le contraire, de ce qu'ils leur suggeraient il y a six mois ? A quelques êtres vertueux près, qui ont conservé leur pureté, sans cependant faire le bien, la plupart des représentants jouissent des meubles, des propriétés, des femmes même des malheureux qu'ils ont dépouillés avec le

secours de leurs loix barbares. La plus part n'ont aidé à détruire la Royauté, à massacrer, anéantir, dépouiller l'antique maison de Bourbon, que pour établir à la place d'abus très supportables, une tyrannie subalterne, environnée d'un gouffre de sang, dans lequel ils se précipitent les uns après les autres. Sont ce de tels hommes, que le crime rend encore plus égaux à la populace, que le tutoyement qu'ils ont affecté, pour ressembler en tout aux Bandits de Romulus, qui peuvent commander le travail et la vertu?

Les Français ne peuvent redevenir industriels et laborieux, que lorsque le crime ne sera plus en réquisition permanente, que lorsqu'un gouvernement environné d'une grande Majesté leur donnera de la confiance, et leur présentera des encouragements. Mais tant que l'Ouvrier, ou le Journalier, sera distrait de son état par la part que la démocratie lui donne aux affaires publiques, tant qu'avec de la turbulence et du jargon, il peut monter à la tribune de sa section, diriger, égarer les Assemblées populaires les plus importantes pour le sort de la Nation, s'il a de l'audace, des poul-

mons et l'éloquence de la populace, tant qu'il peut devenir lui-même un des représentants, ou des tyrans, de la Nation, ou porter à cette dignité ses parents, ou ses complices, il ne voudra pas se soumettre à l'infériorité dans les ateliers et les manufactures. Le commerçant dépendra de lui, il fera la loi au lieu de la recevoir, et cette anarchie détruira toutes les possibilités du rétablissement du commerce.

Le commerçant doit être riche, ou le devenir, dès lors il sera en butte à toutes les attaques de l'envie, à toutes les

délations du pauvre; dès lors il sera déclaré ennemi de la patrie, haïssant le bien public, contre-révolutionnaire, aristocrate. S'il est obligé de cacher ses richesses, son industrie se rétrécira, il ne pourra plus travailler en grand. Le Commerce sera donc toujours environné de dangers et d'entraves. Il n'y aura d'heureux que les fournisseurs et entrepreneurs, parce que, presque toujours choisis parmi les parents, ou les créatures des chefs de la République, leur abandonnant une partie de leurs bénéfices, ils feront d'énormes profits, licites, ou illicites, sur la subsistance, l'habillement.

ment etc. des armées, des colonies et de Paris. Mais ce n'est pas là le Commerce.

Une autre source du Commerce et de la navigation marchande est tarie, c'est celle des colonies. Indépendamment de la banqueroute qu'essuyent nécessairement les négociants des villes maritimes par le bouleversement que la révolution a occasionné dans les isles, elles ne seront bientôt plus dans le cas de les alimenter, à cause de la préférence que la proximité fera donner aux Américains, chez qui les colons trouveront tous leurs besoins

à meilleur marché. On s'est toujours attendu qu'il arriverait une époque où la Métropole ne pourrait plus tyranniser les colonies, et où le Commerce se ferait avec elles bût à bût. Mais cet état de choses devait être amené sans violence.

Des crimes atroces ont dévasté les colonies. Des *citoyens* de toutes les couleurs se sont établis sur les ruines des propriétaires légitimes. Peut-on regarder cet amas d'Africains, de mulâtres, de négres révoltés, de sansculottes, spoliateurs, comme de vrais citoyens français? Non. Ils ne sont attachés à la

mère patrie que par la licence commune, qui leur donne le même intérêt qu'aux désorganiseurs français. Quelque soit la Constitution que l'on adopte, dès qu'elle exigera la soumission à des loix et le rétablissement de l'ordre, ils en seront ennemis, et un jour ils renouvelleront tous les excès, et peut-être toute l'audace des Flibustiers. Les colonies seront le dernier azyle des Jacobins. La conduite que doit tenir la Métropole avec ses colonies, pour au moins ne les pas perdre tout à fait, est très délicate. C'est surtout là qu'il faut déployer toute

l'activité et toute la force d'un gouvernement qui en impose par sa Majesté.

Il est prouvé par l'Histoire de tous les siècles que le mélange des castes dénature les nations, et qu'il n'est favorable ni au génie national, ni aux mœurs d'un grand peuple. Le droit de citoyen et l'égalité ne peuvent que verser des colonies sur la France des races de toutes les couleurs, qui outre qu'elles gâteront l'espèce phisique de la nation, y apporteront toutes les nuances des vices des colons et des Afriquains.

Le mélange même de tous les étrangers Européens que la France a adoptés, ou adoptera , changera au bout d'une génération la Nation Française. Si l'honnête Savoyard y apporte sa simplicité et sa bonne foi, l'habitant rusé du comté de Nice inoculera son astuce italienne, le Liegeois son impatience de tout gouvernement, le Corse sa vengeance, d'autres peuples leur grossièreté, leur paresse, leur pésanteur. Voilà le seul commerce d'échange dans lequel les Français puissent être sûrs, de l'emporter sur le reste de l'Europe.

On a observé que ces Hordes qui ont vêxé Paris et déshonoré la Révolution par leurs barbaries, sous le nom de *Marseillois*, étaient pour la pluspart des Corses, des Sardes, des Catalans, des Lévantins, des Dalmates, des Afriquains, des déserteurs allemands; ces hommes, dont la pluspart sont devenus citoyens Français, n'ont point encore de patrie. Apellés par la démocratie au secours de l'anarchie, ils sont ennemis de l'ordre et de tout gouvernement. La France est devenue le repaire de tous les monstres de l'Europe. Ce bel empire ne doit pas être le *Bicêtre* de l'univers. Les Français, s'ils connaissent

leur dignité, doivent être honteux de fraterniser avec tous les coupe-jarrêts que le Jacobinisme a vomi de partout pour les égorger. Bien loin d'appeler à eux tous les hommes sans exception, ils doivent travailler à se réunir et à s'épurer, ce qui ne peut se faire que par une Constitution Monarchique.

De l'Agriculture.

La Constitution démocratique n'est favorable qu'à des citadins oisifs, qui avec des demi-talens , beaucoup d'audace et de bavardage séduisent le Peuple , qui les applaudit sans les entendre, et tiennent dans une fermentation continuelle la populace, qu'ils lancent ensuite contre les Autorités Constituées , contre les loix et contre les législateurs eux-mêmes.

Une centaine de mots nouveaux, presque toujours employés dans un sens contraire à leur vraie signification, accompagnés du ton de l'enthousiasme, forment toute l'éloquence Patriotique. Lorsque pour prix de leurs harangues séditieuses et de leurs libelles incendiaires, ces ineptes démagogues deviennent législateurs, ils n'apportent dans les affaires publiques que l'ignorance, la bassesse, l'insolence, qui caractérisent toujours les hommes parvenus sans mérite.

Qu'on lise les titres que s'attribuent presque tous les membres de la Convention

Nationale. *Hommes de Lettres. Hommes de Loi.* Le premier signifie folliculaires, faiseurs de pamphlets. On se tromperait fort, si par Homme de Loi, on entendait des juris-consultes expérimentés. Ce sont de jeunes avocats qui n'ont jamais exercé. Souvent c'est encore moins que cela. Carrier avait été huissier dans sa petite ville, il s'intitulait homme de loi. Telle est la pépinière des hommes qui gouverneront la France tant que la Démocratie y régnera. Qu'on voye dans quel état ils ont mis leur malheureuse Patrie.

Un tel Senat doit continuellement flatter la populace, qui ne végète que dans les villes. Dans les campagnes il ne peut exister ni oisiveté, ni mendicité, ni vagabondage. Le paisible cultivateur craint autant la turbulence des Assemblées populaires que le mouvement de la guerre, l'une lui enlève son tems, l'autre le dépouille de ses récoltes.

Tous les excès des factions qui déchirent l'empire en se disputant l'autorité, toutes les violences que ces factions se permettent, tout le poids de la nourriture et de la solde de ces armées révolutionnai-

res, de ces nombreux satellites de l'anarchie, tombent sur le malheureux cultivateur. Chaque parti mêt ses denrées en réquisition, lui enlève ses bestiaux et ses harnois, le pousse, ou l'entraîne, le pille, le dévaste.

Des accapareurs privilégiés viennent lui enlever ses moissons, ou par des marchés forcés, ou les lui paye avec des assignats, dont la valeur hausse, ou baisse, à la volonté des agioteurs des villes. Ne pouvant, ni ne sachant jouer ce jeu dangereux, le cultivateur en est toujours la

dupe; lorsqu'il veut aller payer ses contributions on achète les denrées que lui fournissent les villes, on prend ses assignats à un prix vingt fois moindre que celui où il les a reçus.

Il n'a qu'un parti à prendre, que la misère lui prescrit, sur tout quand elle a corrompu sa moralité, c'est de ne payer ni le prix de ses fermes, ni ses impositions. De là résulte un état de guerre entre les villes et les campagnes, l'infraction des loix et le mépris du gouvernement.

La Constitution démocratique est donc encore plus funeste à l'Agriculture qu'au Commerce.

Il semblerait que l'Agriculture devrait être plus forte au moins d'un tiers depuis que l'égalité a dû faire tomber le luxe, a rendu aux travaux de la terre cette foule de valets, d'artisans sans état par la chute des manufactures, de commis sans emploi par le nouveau mode d'impositions, de nobles trop appauvris pour se livrer à l'oisiveté; depuis qu'on a défriché les communes, les parcs, les jardins, les bois, depuis qu'on a desséché les marais,

les étangs pour les mettre en culture, ainsi que les bords des grandes routes.

Mais l'énorme quantité d'hommes armés, soit à l'extérieur, soit dans l'intérieur, tous soldés, ou pour déffendre la patrie, ou pour détruire, ou élever, des factions, comprimer la volonté générale sous les caprices mobiles des gouvernants, la quantité d'hommes employés sur toute la surface de l'empire aux détails d'une administration démocratique, à laquelle tous le monde a part, et dont la multitude des agents est éffrayante, ce *gâteau* de la Royauté partagé en un

million de miettes, pour que chaque individu en ait sa part, la réquisition générale sur toutes les denrées, la consommation énorme des bestiaux, la prodigieuse quantité de charrois qu'exigent des armées trop éloignées de leurs frontières, la destruction des haras, les levées de chevaux trop jeunes pour remplacer ceux que le pays étranger fournissait à la cavalerie, cette énorme quantité de fêtes, de spectacles, de jouissances, d'Assemblées politiques, avec lesquelles on entretient l'illusion du peuple, et qui lui font perdre le goût du travail;

L'appât de l'agiotage et de la corruption qui fait d'une partie de la Nation des fripons, de l'autre des assassins, la facilité de voler démontrée par les rapports à la Convention *) l'aristocratie populaire qui change un cordonnier, un serrurier, un savetier, un vuidangeur, en un magistrat, un juge, un commissaire, un électeur, un représentant même, qui transforme en officiers publics ineptes et

*) Le Député Becker dans un rapport sur les brigandages commis dans le Palatinat, énonce que la contribution de ce Pays que Cambon a assuré n'avoir monté qu'à cent trente mille livres a passé trois millions.

immoraux des artisans qui eussent été utiles à leur patrie, en restant dans leur état. Combien de troncs de figuier changés en Dieux !

Toutes ces causes réunies détruisent l'agriculture, qui ne peut se rétablir que lorsqu'un gouvernement, plus élevé que le peuple, remettra chacun à sa place, lorsque la nation se contentera d'être libre, au lieu de vouloir régner toute entière,

De l'Etat Militaire.

Il se présente deux questions importantes à décider. *La Constitution Démocratique admét-elle un Etat Militaire?*

La France peut-elle se passer d'un Etat Militaire?

Que les Français pésent bien ces deux questions, qu'ils y ajoutent la considération des services heroïques que les

Armées ont rendu à leur patrie , les engagements que la patrie a contracté avec les veuves et les enfans de ceux qui ont péri glorieusement, avec les blessés, les estropiés, les infirmes, et qu'elle reconnoisse que la classe d'hommes dont elle va décider le sort a fondé sa gloire et sa liberté , et peut seule lui assurer l'une et l'autre.

La France avec une Constitution Démocratique admét-elle un Etat Militaire ?

Non certainement. Car la hierarchie militaire est absolument destructive de

l'égalité, comme l'égalité est l'ennemi le plus dangereux de la subordination militaire. La souveraineté exercée par le peuple doit nécessairement être très soupçonneuse contre tout ce qui peut l'attaquer, la diminuer, ou la détruire. Elle ne peut pas confier sa sûreté et sa défense à des stipendiaires, ou nationaux, ou étrangers. Le soldat voit dans le corps auquel il est attaché une seconde patrie. Les soldats de la dixième légion étaient les soldats de César et non ceux de la République Romaine. Les Gardes prétoriennes vendaient l'empire, et massacraient tantôt l'Empereur, tantôt le Sénat.

Tous les citoyens dans un état Démocratique doivent être tenus sans distinction au service Militaire. Il ne peut pas exister avec une pareille Constitution une armée de ligne. La fonction de soldat ne peut pas être un métier. Les emplois supérieurs de l'armée ne peuvent pas être des charges à vie.

Les citoyens doivent élire les généraux, les officiers, et les soldats pour le tems de la guerre et pour l'expédition projetée.

Si dans un état Démocratique la fonction militaire devient une profession

fixe, par consequent une classe séparée dans la société, s'il existe des corps de troupes constamment sur pied, il est à craindre à tout moment, ou qu'une faction ne s'en empare, et ne s'en serve pour asservir la République, ou que l'Armée ne se divise entre les factions opposées, et ne fasse éclater des guerres civiles.

Si le corps législatif a la direction absolue de l'armée, la Démocratie est anéantie, ce corps maître des finances et de la force Publique devient le Senat Romain, et le gouvernement dès lors est

Aristocratique, par consequent en contresens de la Constitution.

Si le corps législatif abandonne la Direction de force armée au pouvoir exécutif, elle se mêt dans la dépendance de ce pouvoir, qui d'un moment à l'autre peut bouleverser la Constitution en faveur d'un homme seul, ou de plusieurs. Alors le Gouvernement devient ou Despotique, ou Aristocratique.

Si le corps législatif oppose les gardes nationales à l'armée de ligne, il en résulte la guerre civile, qui finit toujours par

l'anéantissement de la Constitution, par ce que dans cette guerre, les chefs s'élèvent, ou par de grands talents, ou par de grands crimes. L'anarchie renait, et ramène la tyrannie.

La Constitution démocratique exige donc impérieusement qu'aussitot qu'elle sera décrétée, et acceptée par la nation, l'armée de ligne, et tous les corps qui la composent, sans exception, soient entièrement réformés, qu'officiers et soldats, habitans des villes ou des campagnes, rentrent chacun dans leur section ou leur commune, que tous les étrangers

placés dans les différents corps de cette armée, soient renvoyés, ou adoptés dans des sections, ou communes, et embrassent des professions civiques pour suppléer à la profession militaire qui les nourrissait. Il en est de même de la marine militaire.

Il n'est pas aisé de concevoir comment ou pourra contenter deux ou trois cent mille hommes couverts de gloire, de blessures, à qui on enlèvera l'état dangereux au quel ils s'étaient consacrés, et qui les faisait vivre et mourir. Les couronnes civiques ne peuvent pas être toujours sur leurs têtes. Le brevêt *d'avoir bien*

merité de la patrie ne donne pas de pain, d'ailleurs c'est déjà un titre de noblesse. Les premiers nobles ont été des soldats récompensés; dans une republique le militaire est toujours ou le premier, ou le dernier état, mais c'est toujours état à part. Quantité de ces braves défenseurs de la patrie ont embrassé la profession militaire dans l'âge des passions, ne sçavent aucun métier, et ne peuvent être qu'à charge à la société par une oisiveté turbulente.

Jusqu'à présent la révolution a développé dans les Français un égoïsme et

une avidité d'emplois et de richesses qui ont produit tous leurs excès et toutes leurs calamités. L'armée, éloignée du théâtre des crimes, occupée de ses dangers, de ses travaux et de sa gloire, a conservé un patriotisme pur et désintéressé.

Peut-être aura-t-elle la vertu de se laisser désarmer et licentier. Mais rentré dans l'ordre social, chaque individu prendra les mœurs des citoyens, il deviendra ambitieux, intrigant, factieux pour être quelque chose, et jouer un rôle. D'ailleurs quelque vertueux qu'ils soyent, ils seront mécontents quand ils compareront leur

dépouillement, leur mediocre pension, ou la petite portion de terrain que la nation leur donnera, la peine de cultiver, la difficulté de travailler pour subsister, avec le luxe, la frivolité, les plaisirs, l'agiotage et l'aristocratie de richesse des villes, qui de leur côté regarderont les militaires licenciés comme des dupes, ou comme des hommes à charge.

Quelque soit le danger de réformer toutes les troupes de ligne, de méconter surtout les officiers, qui accoutumés à commander et à être respectés, seront plus embarrassants que cette no-

blesse, qu'on a voulu entièrement détruire, et qui renaitra toujours de ses cendres chez un peuple vain et égoïste, la Convention ne peut laisser subsister ni l'armée de terre, ni la marine militaire, dès que la Constitution démocratique aura été décrétée et acceptée.

Si elle conserve une armée soldée, surtout si elle continue à s'en entourer, comme elle fait en ce moment, si elle la tient près d'elle, soit campée, soit cantonnée autour de Paris, soit en garnison dans cette capitale, on l'accusera, avec apparence de justice, de s'être

donné une garde prétorienne, et un jour, ou une faction composée de ses propres membres emploiera cette force armée pour la subjuguier, comme avaient fait les Jacobins, ou un tyran comme Robespierre s'en servira pour envahir l'autorité, ou la totalité de la Nation fera agir cette même force pour abattre l'aristocratie subalterne du corps législatif, ou enfin cette armée, ennuyée de son sort précaire, de voir ses chefs toujours suspects, sacrifiés, ou changés, de dépendre d'une aristocratie bourgeoise, ou des caprices d'une populace fougueuse, jugera qu'elle ne peut assurer son

existence et sa considération, qu'en changeant la forme du gouvernement. Tel est le résultat immanquable de la conservation de l'armée soldée, sous le régime démocratique.

Un état démocratique ne peut réellement admettre ni dignités militaires, ni distinctions d'uniformes, ni récompenses marquantes aux généraux victorieux, de leur vivant. Tout est dangereux pour lui, même les places fortes, même les arcenaux, car les unes peuvent être occupées, les autres saisis par les factieux.

*La France peut-elle se passer d'un
Etat Militaire?*

Il ne faut que voir la position de la France, presque centrale dans l'Europe, son étendue considérable de côtes sur deux mers qui sont une des sources de sa richesse, le voisinage d'états puissants qui la jalourent en tout tems, et qui n'attendent qu'une occasion pour réparer leurs pertes et leur honte, son importance politique, sa nombreuse population qui exige un débouché de plus pour sa jeunesse, pour décider que cet empire ne peut se passer ni d'une armée nom-



breuse, ni d'une marine militaire formidable.

Quelque soit sa Constitution et son gouvernement, la France doit penser que ses victoires mêmes, l'extention qu'elle a donnée à son territoire, par les incorporations et les conquêtes, exigent que bien loin de licentier son armée de terre et sa marine, elle doit les augmenter en proportion des frontières et des colonies qu'elle a à garder, et cette proportion est doublée depuis la révolution.

Tout citoyen d'un état libre, quelque soit sa Constitution, doit être soldat

quand le salut de la patrie l'exige. Tous doivent être tenus au service militaire depuis dix huit ans jusqu'à cinquante. Mais indépendamment de cette garde nationale, qui ne doit être assemblée qu'en tems de guerre, pour ne pas changer le principe de la liberté en un dur esclavage, un grand peuple, ayant un territoire très étendu à défendre, de nombreuses places fortes à garder, des colonies à protéger, un grand commerce à soutenir, ne peut pas se dispenser d'avoir en tout tems sur pied une nombreuse armée de terre et une marine militaire respectable. L'une et l'autre doivent

être entretenues avec exactitude en tems de paix, pour être toujours prêtes à repousser les attaques des autres peuples, qui restent toujours armés.

Il s'est trouvé dans la convention des hommes assés bornés pour croire qu'il n'y aurait aucun inconvenient à supprimer les troupes de ligne. Ils imaginent que la garde nationale suffit pour combattre contre toute l'Europe. L'expérience de cette guerre doit leur prouver que c'est une opinion très fausse.

C'est l'armée de ligne qui a assuré la révolution, en refusant d'obeir aux ordres

qui menaçaient Paris. C'est elle qui a sauvé la France lors de l'entrée des Prussiens en Champagne. Les gardes nationales, appuyées par elle, ont montré beaucoup de courage, elles ont bien secondé les régiments de ligne. Mais si dès lors il n'y avait pas eû une armée soldée, existante depuis longtems, accoutumée aux manœuvres de la guerre, qu'aurait pû faire l'infanterie nationale, nouvellement levée, ne connaissant ni les armes, ni les camps, ni la tactique, privée d'artillerie et de cavalerie ?

Toute la nation a eû part aux triumphe de cette guerre, la plus glorieuse , militairement , qu'aucune nation ait jamais soutenue. Mais les batailles , et surtout les attaques et défenses de places , sont dûes principalement aux troupes de ligne , à l'artillerie et à la cavalerie. C'est donc à l'armée de ligne que le peuple français doit essentiellement sa liberté et sa gloire. C'est à elle surtout qu'il devra la conservation de sa dignité extérieure et de sa tranquillité intérieure s'il admêt une Constitution qui ne rende pas l'armée dangereuse , ou nuisible.

Il est nécessaire de conserver une Infanterie soldée pour former les garnisons des places frontières, et surtout pour faire la b ase des armées en tems de guerre. Il faut pendant la paix des corps d'Infanterie toujours existants, toujours exercés, des officiers toujours étudiant et enseignant le maniement des armes, la tactique, la discipline, pour en tirer des instructeurs, des commandants et des officiers de tout grade pour les bataillons de gardes nationales. Sans quoi les gardes nationales seraient dans le cas, même en tems de paix, d'être sur pied, et d'aller garder les places fortes souvent

très loin de leurs foyers. En tems de guerre elles n'auraient ni instruction, ni discipline. C'est aux sousofficiers des troupes de ligne qu'on doit la conservation de l'esprit militaire et la prompt formation des bataillons de gardes nationales.

Quand même, persuadée de l'excellent esprit militaire des bataillons de gardes nationales, la Convention croirait pouvoir licentier son infanterie de ligne, il faudrait encore nécessairement conserver une cavalerie soldée et permanente, car des volontaires rassemblés au hazard,

montés sur des chevaux inégaux et in-exercés, ne pourraient pas résister à la cavalerie des autres nations Européennes. Il faut plusieurs années pour former de bons cavaliers, dragons, chasseurs, ou hussards.

Il faut des rassemblements annuels de corps de cavalerie pour exercer les hommes et les chevaux aux manœuvres et les accoutumer au feu. Il faut beaucoup d'étude et d'expérience pour former de bons officiers de cavalerie. Chacune des nations les moins instruites de l'Europe a un seul genre de cavalerie. Le Spahis

a la vivacité de l'attaque, le Polonais, le Cosaque et le Tartare ont la rapidité de la poursuite et de la dévastation. Les nations qui ont fait de la guerre un art méthodique réunissent à ces deux genres la solidité de la cavalerie pesante, si nécessaire dans les batailles, que quelquefois elle décide, même contre l'Infanterie.

Il faut nécessairement conserver le corps du genie, le plus excellent de l'Europe, auquel, pour lui donner de la consistance, on devrait attacher une

troupe, composée des compagnies de sapeurs, mineurs, guides et pionniers.

Il faut surtout conserver ce corps d'artillerie, si formidable et si habile, qui a donné une supériorité invincible aux armées françaises sur toutes les armées de l'Europe. L'artillerie et le génie, restes précieux des institutions monarchiques admirées de toute l'Europe, sont absolument nécessaires à conserver en France, ainsi que les écoles de ces deux arts sublimes, sur lesquels repose essentiellement la liberté française.

Il sera nécessaire , en conservant l'armée , de lui donner une Constitution moins aristocratique qu'elle n'était avant la révolution , moins démocratique qu'elle n'est devenue depuis le jacobinisme , qui dépende assés du pouvoir exécutif pour maintenir les loix et défendre la patrie , qui soit assés sous la surveillance du pouvoir législatif pour ne pouvoir jamais être employée contre la Constitution et la liberté.

Indépendamment de cette armée de ligne , il faut que la composition de la garde nationale soit assés solide pour

qu'elle puisse suppléer les troupes de ligne et les contenir, en cas qu'un ambitieux s'en fût emparé. Il faut donc que cette garde nationale réunisse les trois armées, infanterie, cavalerie et artillerie, pour ne pas se trouver dépourvûe de tout moyen de résistance en cas d'insurrection de l'armée soldée.

Toute la France est armée, elle fait glorieusement la guerre, mais il n'existe pas encore une armée nationale. Les Français se sont battus avec les moyens qu'ils ont trouvés établis, et les ont parfaitement employés. Mais ils n'ont eû le

tems ni d'étudier les défauts de leur état militaire, ni de les corriger. L'amalgame des différentes armes n'a pas été assés méditée, non plus que les changements qu'un système militaire plus solide exigerait dans la tactique.

Après avoir vaincu toute l'Europe, il leur reste à fixer la victoire à leurs drapeaux, en créant un nouvel art militaire, que les autres nations ne puissent adopter, qu'après s'être donné comme la France une Constitution libre, mais sage, qui soit également inaccessible à l'anarchie et au despotisme, une monarchie limitée,

qui rende le Roi tout puissant par la loi, et qui annule entièrement son autorité, lorsqu'il pourrait être tenté de chercher à l'enfreindre.

Pour résumer cet article, la France ne peut pas conserver une armée soldée et permanente, si elle adopte une Constitution démocratique; cependant, outre le danger de son licenciement, qui dans ce cas devient indispensable, elle perd par ce licenciement toute sa force militaire, et invite ses voisins à se venger, lorsqu'elle se sera désarmée elle-même.

La France, ne pouvant pas se passer d'une armée soldée, ne peut la conserver qu'en adoptant ou une Constitution monarchique, qui ne peut permettre aucun abus de cette force armée, ou une Constitution républicaine aristocratique, qui certainement, et bientôt, l'emploierait contre elle même, comme les Romains sous Marius, Silla, Cesar et Pompée.

Certainement un Roi constitutionnel est moins dangereux qu'un sénat, et le gouvernement monarchique est plus con-

centré et plus actif, ce qui convient
mieux au caractère national et à la grande
étendue de l'empire français.

Conclusion.

En spéculation la démocratie et l'égalité paraissent devoir procurer le plus parfait de tous les gouvernements; mais l'expérience de tous les siècles a démontré que c'est une chimère, car la pure démocratie est impossible à établir. Le peuple ne peut pas se conduire lui-même. Il est toujours séduit, égaré, agité par des intrigants, des foux, ou des factieux.

Il ne peut point exister un gouvernement solide avec la démocratie. Les gouvernants tendent à la tyrannie, les gouvernés tendent à l'anarchie; entre ces deux contraires qui tiraillent continuellement le peuple, il ne peut jamais goûter ni la tranquillité, ni le bonheur.

La démocratie ne peut exister que dans une ville sans territoire, ou dans un territoire sans ville, et toujours avec une très petite population pauvre. Dans une ville sans territoire, si elle est riche comme Genève, l'oisiveté citadine la rend orageuse et funeste. Dans un ter-

ritoire sans ville, comme les petits cantons Suisses, la simplicité patriarcale rend la démocratie supportable. Mais il faut, pour qu'elle fasse le bonheur de ces hommes agrestes, qu'ils n'aient ni intérêts politiques, ni voisinage dangereux, ni commerce, ni richesses; que leurs seuls desirs, leurs seules jouissances, leurs seuls talents consistent à se procurer les besoins de la vie.

Est-ce là la position de la France? peut-on proposer à ses nombreux habitans de reprendre le pain d'orge, l'habit de bure et l'ignorance de leurs ancêtres?

peut - on leur proposer de raser leurs villes, de combler leurs ports, de brûler leurs vaisseaux et leurs bibliothèques? ne pouvant changer ni la nature des choses, ni le caractère moral des Français, les législateurs ne doivent pas prétendre à former le peuple sur la Constitution mais à approprier la Constitution au peuple. Le rêve métaphisique de la convention est aussi absurde, que le serait la proposition d'un tailleur, qui voudrait faire un homme sur un habit, au lieu de faire un habit sur un homme.

Il doit être à present démontré a tout homme sensé, que la France est de toutes

les contrées de l'Europe celle qui est le moins propre à former un état républicain, et encore moins un état démocratique. Cette vérité est écrite en lettres de sang sur tous les murs, sur tous les arbres de la France. Il est donc très probable que si la Convention, au lieu de vouloir forcer le vœu du peuple pour son intérêt particulier, a la vertu de se laisser conduire par l'opinion publique, la Constitution monarchique conviendra à la majorité de la Nation, comme le seul moyen de terminer toutes les calamités, qui seraient bien loin de cesser, si le système républicain prévalait.

Je crois pouvoir prédire que si les Français, égarés par l'égoïsme déguisé de leurs représentants, adoptent la Constitution démocratique, ce ne sera qu'un essai de peu de durée, mais très sanglant et très orageux, qui les ramenera violemment à la Monarchie, certainement avec moins d'avantages qu'ils ne peuvent s'en procurer par un choix sage et libre. J'espère que cette réflexion n'échappera pas à un peuple qui a éprouvé tous les maux à la fois, et que tous les bons esprits prendront assés le dessus pour le convaincre qu'il doit adopter la Constitution de 1791, qui peut seule

sauver la Nation de ses fureurs populaires.

Dès que la Nation Française sera décidée à se donner une Constitution monarchique, il lui sera facile de vaincre l'injuste répugnance que les affreux jacobins lui ont inspirée contre l'antique et auguste maison de Bourbon, et de suivre la ligne d'hérédité dans la nomination d'un Roi. On ne mettra certainement pas le comble aux folies en terminant la révolution par se mettre au pair de la Pologne, et rendre la couronne elective.

Le Comte de Provence , frère de Louis XVI , a contre lui son émigration et d'avoir voulu rentrer en France à main armée pour sauver son frère et son Roi de la fureur des jacobins. L'événement a prouvé qu'il avoit pris un mauvais parti. Mais ce qu'on lui reproche, on peut aussi le reprocher aux membres du parti de la Gironde, qui comme lui ont armé contre la faction regnante, qui comme lui ont émigré, qui comme lui ont été proscrits. Les Vendéens sont aussi dans le même cas.

Dans cette révolution l'expérience doit mûrir tout le monde. Le malheur doit adoucir tous les caractères. L'insurrection des princes de la maison de Bourbon est plus estimable, même aux yeux de leurs ennemis, que la popularité de celui de la même maison que les Jacobins ont puni de mort, après qu'il leur a sacrifié son Roi, ses devoirs, sa parenté, ses droits, après que ruiné par eux il n'a plus été en état de les solder.

Le Comte de Provence, dès 1788, s'en déclaré en toute occasion pour la Nation contre la cour, il a appuyé Mr.

Necker dans sa proposition de l'égalité de représentation du tiers état. Il a été un des premiers à prêter le serment civique. Sa sortie de France a été un acte d'obéissance à son frère et à son Roi. Sa conduite depuis cette époque est le résultat d'un enchainement de circonstances forcées.

Parvenu à un âge mûr, ayant de l'esprit, des connaissances et l'expérience du malheur, il est mieux préparé qu'aucun autre à supporter le poids d'une couronne. Mal secondé par les puissances coalisées, qui ne se sont servi

de lui, de son frère et de la noblesse Française, que comme de prétextes pour tâcher d'envahir la France, on ne doit pas craindre qu'il cherche encore dans leur appui les moyens de conquérir la couronne, ou de changer les conditions que la Nation lui imposera, si elle le rétablit sur le trône qu'il est en état de remplir. Il a fallu des circonstances aussi extraordinaires que funestes pour le porter à cette dignité, à laquelle il n'a jamais dû aspirer. Son intérêt et ses réflexions sont les gages de sa fidélité à remplir les engagements que lui dictera la Constitution de 1791.

Mais on craindra qu'il ne veuille pas sacrifier la noblesse, qui s'est dévouée à sa cause, et qui a été victime de son zèle pour la Royauté. Non, il ne doit pas la sacrifier; s'il était capable de cette lâcheté, il serait indigne de régner sur la nation Française. Mais il doit pour le bonheur commun la forcer à un sacrifice de plus, celui de ses préjugés et de ses privilèges, parceque l'un et l'autre ne peuvent pas s'accorder avec la liberté et l'égalité, droits naturels de l'homme, que le Français ne peut plus perdre après les avoir conquis.

L'état de citoyen Français en le plus noble de tous les titres, comme la dignité de Roi Constitutionnel des Français libres est la plus belle de toutes les couronnes. Lorsque la noblesse verra le Comte de Provence sacrifier au bonheur d'un grand peuple les dangereux pouvoirs d'une monarchie illimitée, elle s'empressera de suivre son exemple, et ce prince sera quitte envers ceux qui ne l'imiteront pas.

Mais la nomination de Monsieur, ou le Comte de Provence, au trône de Français, mettant la Noblesse dans le

cas de rentrer, la Nation sera obligée de lui rendre ses biens. — Sans doute, il faut les rendre, car elle n'a pas eû le droit de les voler. — Mais alors la Nation perd l'hypothèque de plus de la moitié des Assignats qu'elle a mis en circulation. — Il est de fait qu'on a exagéré la valeur des biens des émigrés, pour autoriser la profusion qu'on a mise dans la fabrication de cette monnoye qu'on a avilie, ce qui a tout perdu.

Quand les biens des émigrés auraient une valeur décuple, ils ne pourraient pas faire face à la dépense journalière,

au discrédit des assignats, et à la banqueroute résultante du défaut de gouvernement, avoué par la Convention. D'ailleurs ces biens se vendent mal, malgré toutes les tentatives de la Convention, - qui est forcée de retirer l'un après l'autre tous les décrets qu'elle rend pour favoriser cette vente, qu'elle regarde, avec autant d'imprévoyance que d'injustice, comme le moyen d'assurer son système démocratique.

La restitution est toujours nécessaire; il ne s'agit que de trouver un mode pour l'opérer sans occasionner une trop grande

secousse. Ce mode n'est peut-être pas aussi difficile qu'on se l'imagine. Presque tous les acheteurs sont des gens à argent, des agioteurs, des spéculateurs, des aventuriers de révolution, bien moins intéressants que les pères de famille qu'on a dépouillés avec barbarie. La plus part n'ont fait qu'un premier paiement, pour lequel ils sont compensés par la jouissance des fruits de leurs acquisitions.

Il paraît plus difficile, on peut même regarder comme impossible, de rendre à la noblesse les emplois qu'elle possédait dans l'armée. Leurs places militaires

sont remplies par des hommes qui ont héroïquement défendu la liberté de leur patrie contre une coalition formidable. Le remplacement de ces braves officiers appartient de droit, de grade en grade, aux hommes courageux qui ont combattu sous eux. Les nobles ont perdu leurs droits en abandonnant leurs postes.

Toutes les charges militaires sont différentes de celles qu'ils remplissaient à l'époque de leur émigration. Il n'existe plus ni marechaux de France, ni lieutenants généraux, ni marechaux

de camp, ni ordres de chevalerie; ainsi les possesseurs de ces dignités ne peuvent plus les réclamer puisqu'elles sont éteintes. Ils doivent être très contents d'être réintégrés citoyens Français. La perte de leurs emplois est une légère expiation de la faute qu'ils ont faite en joignant leurs armes contre leur patrie aux armes étrangères.

En tems de paix ces dignités sans emploi ne sont qu'une chimère, une fumée, rien. En tems de guerre, leurs talents et leur expérience les replaceront, et leur revaudront la confiance de la

Nation. Ils auront de plus qu'elle à venger les humiliations, les duretés et les perfidies qu'ils ont essuyées dans le cours de leur émigration, et ils combattront d'autant mieux pour leur patrie, qu'ils ne seront plus dupes de ceux avec lesquels ils l'auront attaquée.

La France n'a aucun danger à craindre de la part des émigrés en les laissant rentrer. Outre qu'ils sont réduits à une poignée d'hommes, disséminés sur un territoire immense, au milieu d'une Nation nombreuse, guerrière et triomphante, chacun d'eux ne cherchera qu'à

retrouver dans ses foyers le repos et une subsistance assurée avec ses compatriotes, dont ils auront éprouvé enfin le retour à la bienfaisance, car leur rentrée et leur réintégration dans leur patrimoine sera un bienfait national, qui compensera bien les privations auxquelles la liberté et l'égalité, bases indispensables de la monarchie constitutionnelle, les assujetiront.

Il n'y a que la lacheté qui puisse condamner les émigrés à un exil éternel, et ce sentiment ne doit pas guider les représentants d'une nation triomphante

et genereuse. Dans cette révolution les injures et les torts sont mutuels, le pardon et l'indulgence doivent être accordés par tous les partis. On ne doit en excepter que les hommes de sang qui l'ont deshonorée, et qui voulaient tout massacrer. Ce n'est pas comme hommes, mais comme bêtes féroces qu'on doit en purger la société.

La bienfaisante indulgence est le seul parti convenable à la dignité du peuple Français, il est le plus juste et le plus sûr. Si les courtisans ont abusé de leur crédit sous l'ancien régime, ils en seront

assès punis par l'égalité qui les replacera dans la foule, d'où leurs enfans ne pourront sortir que par de grands talents et de grands services.

Mais combien la noblesse de province présentait de familles respectables qui honoraient leur patrie par des mœurs patriarcales, par les bienfaits que les pères versaient sur la classe des cultivateurs, dont les enfans dévoués à la défense de la patrie étaient toujours prêts à verser leur sang pour elle, se contentant du modeste, mais véritable, honneur de mériter les places et les

dignités qu'usurpaient les intrigants de cour !

Cette classe respectable de citoyens a été horriblement vexée par ses concitoyens comblés de ses bienfaits, elle a été englobée dans une proscription qui aurait dû respecter leurs vertus. Obligés de fuir des monstres altérés de leur sang, d'abandonner leurs antiques foyers et leurs emplois, ils ont pu être entraînés sous le drapeau des hommes puissants qui leur faisaient illusion. Ils n'ont cru combattre qu'une faction.

C'est surtout cette classe que la patrie doit accueillir et qui rapportera des vertus, dont l'exemple est nécessaire pour réorganiser la partie morale de la nation, que les Jacobins ont vitiée pour longtems.

La réintégration complète des émigrés, outre qu'elle est juste à l'égard d'une grande partie d'entr'eux, que la barbarie a chassés de leurs foyers, et qui se sont contenté de gémir, outre qu'elle est geneureuse envers ceux qui ont porté les armes, est encore la mesure la plus sûre pour terminer la révolution.

La Constitution de 1791 avec cette réintégration fait tomber les armes des mains de tous les Royalistes, et rallie les Constitutionnels. Elle fait cesser cette guerre dangereuse des Vendéens, qui en perpétuant les troubles et les massacres, peut donner aux affreux Jacobins la facilité de se rétablir, car ils ne sont pas encore éteints.

Merlin de Douay, qui, ainsi que Barrere, montrait de la moderation et de la sagesse dans l'assemblée constituante, qui, ainsi que Barrere, trompe la nation dans ses rapports flatteurs, qui,

ainsi que Barrere, a changé sa douceur contre l'amour du sang, Merlin de Douay fait tous ses efforts pour assimiler les Royalistes aux Jacobins, pour leur prêter une communauté de complots, qui ne peut exister entre deux factions qui présentent les deux excès de la révolution.

Il a fait un rapport, d'après une lettre officielle de Basle, pour tâcher de retrouver dans le camp du Prince de Condé le fil de la trame qui a éclaté à Paris et à Toulon. Son rapport ne prouve que la mauvaise foi et le Machiavelisme

cruel du rapporteur, qui est un des principaux *souteneurs* de la Constitution démocratique, qui a pour apologistes des petits poètes, romanciers, avocats, medecins, qui se pavanant dans la tribune, se croient en état de gouverner avec leurs vaines paroles vingt-cinq millions d'habitans, qu'ils ruinent, et qu'ils affament.

Non, ce n'est pas avec les Jacobins que les Royalistes peuvent faire des conspirations. Ils n'ont pas besoin de conspirer contre la république. Les uns sont

Constitutionnels , et gémissent sur les excès et l'insuffisance de leurs successeurs ; ils attendent patiemment que la lassitude du peuple le fasse rentrer de lui-même dans les bornes d'une liberté raisonnable. Les autres ne voulant rien céder , opposant toujours leur intérêt particulier à la volonté générale , attendent la contre - révolution qui est devenue impossible , et gâtent leurs affaires , et celles des princes , auxquels ils sont dévoués. La nomination volontaire d'un Roi Constitutionnel peut seule mettre d'accord tous les partis.

Je ne cherche point, en émettant mon vœu, qui n'a pour objet que le bonheur de ma patrie, à faire ma cour à l'héritier naturel de la couronne de France. Je suis sûr que mon opinion redoublera encore la haine de ses courtisans: elle m'attirera même la sienne, si l'infortune ne l'a pas guéri des préjugés qu'il a succé avec le lait dans la résidence de ses pères.

S'il avait le malheur de croire pouvoir se faire Roi par la force des armes, ou par le secours des puissances

étrangères, je le regarderais comme l'ennemi de sa patrie, dont il s'est qualifié le premier citoyen dans le serment qu'il a prêté à l'hôtel de ville de Paris, de son plein gré et sans y être provoqué.

Il lui serait impossible de conquérir son royaume, et ses efforts ne serviraient qu'à lui procurer des chagrins, des remords, de la honte et la haine irréconciliable d'une nation, trop courageuse pour qu'on puisse jamais la soumettre par la violence, mais assés

sensible pour s'attacher au Roi qu'elle aura nommé.

En souhaitant que ce prince se rende digne, par une conduite sage, des vœux que je forme pour que la Nation l'appelle à la Royauté, je regarderai son acceptation comme un acte de résignation aux devoirs que lui impose sa naissance; car je n'envisage pas comme un bonheur pour ce prince de s'asseoir sur un trône ensanglanté, entouré de précipices.

Je crois qu'il ne peut s'y soutenir qu'en se persuadant très intimement que son seul titre pour y monter est la volonté de la Nation qui l'y appellera, qu'il ne peut s'y asseoir et s'y maintenir qu'en s'attachant à la Constitution, qui forme le seul lien, le seul contract social entre lui et le peuple, lequel conserve sa souveraineté en lui confiant le pouvoir exécutif pour gouverner en vertu des loix faites par ses représentants.

Si ce prince a le malheur d'avoir une opinion différente, je le plains bien

sincèrement. Mais je plaindrai encore bien plus ma patrie, si elle se trompe dans le grand acte de souveraineté qu'elle va exercer, dans le choix d'une Constitution.

Les dangers d'un Roi Constitutionnel qui tendrait au despotisme ne sont que personnels à lui même, et aux audacieux qui le pousseraient, ou le soutiendraient dans cette entreprise téméraire et coupable. Mais les dangers de la tyrannie populaire, ou de l'anarchie, ou de l'aristocratie plébéienne tomberaient sur

toute la nation, et finiraient toujours par le despotisme.

Le besoin d'une Constitution Monarchique est démontré. Il est même certain qu'une grande partie des membres de la Convention la désire, pourvû que la liberté ne soit pas exposée par ce retour au bon sens. La Constitution de 1791, adoptée de bonne foi, est suffisante pour l'assurer, tant contre l'ambition du représentant couronné, ou plutôt de ses courtisans, que contre les violences anarchiques du peuple.

Déjà l'esprit public est préparé par des discussions très lumineuses qu'a fait éclore la liberté de la presse, rétablie malgré les persécutions de ses anciens apôtres. Ce sont surtout les petits hommes de lettres devenus grands républicains, les persecutés sous Robespierre devenus persécuteurs à leur tour, qui ont écarté la Convention des principes de sagesse et de moderation convenables aux législateurs d'un grand empire.

La Convention, toujours menée par des factions, est envelopée du tourbillon

des tempêtes, elle n'a pas pu s'élever assez haut pour planer au dessus de cette atmosphère orageux, aussi ne voit elle rien au delà. Ce n'est plus en elle que peut résider l'espoir de la Nation pour avoir une Constitution solide et un gouvernement ferme.

Les assemblées primaires vont être convoquées, ou se convoqueront d'elles-mêmes. C'est à elles que j'adresse mon vœu, bien sûr qu'il ne sera combattu que par des factieux, par des champions révolutionnaires, qui mettent les sophismes, l'intrigue et l'egoïsme à la

Dumouriez, Charles François Du Périer,

Aux Assemblées Primaires de France Suite du coup d'oeil politique sur l'
avenir de la France ; Juillet 1795

Hambourg [1795]

Gall.rev. 307 o#Beibd.1

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10421647-2

VD18 14387581-010